

En Suisse, les profits des tradeurs du pétrole



Serge Enderlin

Le Monde 15.04.2026

Le pays a développé un écosystème complet dans le trading de matières premières et le négoce maritime

GENÈVE - *correspondance*

A Genève, les millions de dollars brassés par les tradeurs du pétrole ne passent pas inaperçus. SuisseNégoce, le lobby des négociants de matières premières, s'inquiète de plusieurs cas récents de violents home-jackings (cambriolages en présence des occupants) que les autorités n'auraient pas su prévenir. L'organisation demande instamment au canton d'investir tous les moyens nécessaires pour faire baisser la criminalité, faute de quoi les grandes sociétés pourraient être tentées d'aller voir ailleurs, par exemple à Londres ou à Singapour. « *La Suisse a la réputation d'être un pays sûr dans lequel on est en sécurité et il doit le rester, explique Florence Schurch, secrétaire générale de SuisseNégoce. Nous tirons la sonnette d'alarme, parce que malheureusement les choses changent.* »

La demande la plus urgente concerne l'anonymisation des transactions immobilières dans la *Feuille d'avis officielle (FAO)*, où elles sont obligatoirement recensées, avec le nom de l'acquéreur et l'adresse. Ces informations seraient autant de bons tuyaux pour les « *bandes criminelles venues de France* », à moins que les malfrats ne se servent plutôt d'indices glanés sur les réseaux sociaux, où la progéniture des tradeurs affiche volontiers un train de vie aussi dispendieux que débridé.

Ces dernières années, les pages de la *FAO* se lisent comme un bulletin de santé de la florissante industrie du trading à Genève, qui brasse un tiers du pétrole mondial. Il y a quelques mois, le patron de la société Trafigura, Richard Holtum, s'est par exemple offert une deuxième villa, à 1 kilomètre de la première, dans la commune aisée de Collonge-Bellerive, au bout du lac Léman. Pour 24,5 millions de francs suisses (26,6 millions d'euros), cet ancien capitaine de l'armée britannique pourra à nouveau bénéficier d'un accès direct au lac. Sa demeure, située dans un parc de 2 649 mètres carrés, est à l'abri, derrière une haie de 2 mètres.

L'acquisition d'une villa à 50 millions de francs suisses, en 2022, à Pregny-Chambésy, par le Britannique Mike Wainwright, numéro deux de Trafigura, avait ouvert le bal. Depuis, les achats de biens luxueux par des employés du géant pétrolier s'enchaînent : parmi ceux des dernières années figurent une demeure d'une valeur de 50 millions de francs suisses à Cologny, une villa à 10 millions dans la commune de Vandœuvres ou encore une résidence d'exception à Collonge-Bellerive pour 40 millions.

Gros bonus

Le capital de ce groupe non coté est détenu par près de 1 400 de ses employés qui se partagent les bénéfices, même si, comme dans un club de football, ce sont les joueurs vedettes, à savoir les tradeurs qui réalisent les plus

beaux coups, qui empochent les plus gros bonus. Pour l'exercice 2025, bouclé au 30 septembre, les dividendes redistribués aux salariés ont atteint 3 milliards de dollars (2,56 milliards d'euros). Moins qu'en 2023, lorsque la crise énergétique liée à l'invasion de l'Ukraine les avait portés à 6 milliards, mais tout indique que l'année en cours sera plus réjouissante encore pour eux.

Car la fermeture du détroit d'Ormuz n'est pas une catastrophe pour tout le monde. A l'instar de Trafigura, les autres leaders du secteur basés à Genève, comme Vitol, Mercuria ou encore Gunvor (lancé en 2003 par Guennadi Timtchenko, un affidé du président russe, Vladimir Poutine), devraient profiter à fond du chaos provoqué sur les marchés du brut. Selon des informations du *Financial Times* publiées le 30 mars, la société de trading Totsa (filiale de TotalEnergies), elle aussi installée à Genève, aurait ainsi réalisé un « coup » majeur à 1 milliard de dollars juste avant le début des frappes américano-israéliennes en Iran et la hausse des cours de l'or noir, en sécurisant les cargaisons de supertankers de brut.

Ce sont ces arbitrages entre le prix d'une quantité physique de pétrole prête à livrer et celui, théorique, sur le marché des options à terme qui permettent aux acteurs de réaliser des marges considérables. Interpellées sur ces bénéfices de guerre extraordinaires, aucune des sociétés précitées à Genève n'a retourné les appels ou messages du *Monde*. *« Ces superprofits, à commencer par ceux des tradeurs de pétrole basés en Suisse, devraient être taxés immédiatement, car ils sont la conséquence d'un conflit qui va affecter le coût de la vie ici, avance Raphaël Mahaim, député Vert du canton de Vaud au Parlement fédéral helvétique à Berne. Ces rentrées fiscales supplémentaires pourraient servir à financer des dépenses publiques pour atténuer les effets sociaux de la hausse des prix. »*

Coauteur d'une proposition parlementaire qui n'a aucune chance d'être adoptée (le Parlement est aux deux tiers à droite), M. Mahaim estime qu'en Suisse l'absence d'une véritable autorité de surveillance du marché des matières premières, comme l'est l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers pour le secteur bancaire, *« s'accompagne d'un déficit de régulation et de transparence, qui peut faciliter des opérations douteuses. Il existe un avis assez partagé comme quoi ce domaine du trading sera le prochain grand scandale international à toucher le pays, comme ce fut le cas autrefois avec le secret bancaire »*.

L'ONG Public Eye, qui scrute avec attention la croissance rapide de ces sociétés dans la Confédération suisse depuis une quinzaine d'années, s'évertue à mesurer leur poids dans l'économie. Pas simple, puisque aucune des marchandises physiques négociées dans les bureaux des tradeurs à Genève ou à Zoug ne transite par le territoire national, alors qu'elles voyagent aux quatre coins de la planète. Au lendemain du début des hostilités en Ukraine, le volume des échanges de matières premières orchestrés depuis la nation alpine atteignait près de 90 milliards de francs suisses annuels, près de 10 % du produit intérieur brut national.

Main-d'œuvre polyglotte

« Pour illustrer la facilité avec laquelle ces entreprises opèrent ici, il est utile de relever qu'en cas d'infraction pour pratiques frauduleuses, elles sont condamnées à des amendes ridicules en regard de leur puissance : 5 millions de francs suisses au maximum. Les sanctions sont beaucoup plus lourdes au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis », explique Adria Budry Carbo, analyste à Public Eye.

Si les tradeurs du pétrole sont concentrés à Genève, la Suisse compte au total 900 sociétés, et près de 10 000 emplois, opérant dans le trading de matières premières, des énergies fossiles aux métaux en passant par les denrées alimentaires. Pour se faire une idée de la puissance et de la diversité du secteur, il suffit d'imaginer que c'est à Genève qu'est fixé le prix de l'« azeri light », le pétrole léger extrait de la mer Caspienne, au large de l'Azerbaïdjan, et que peut être affrété un vraquier de soja entre Santos, au Brésil, et Port-Saïd, en Egypte, ou que c'est à Lugano que l'on négociait, avant les sanctions contre la Russie, les plaques de métal laminé sorties de l'aciérie géante de Magnitogorsk, dans le sud de l'Oural.

Au fil des années, la Suisse s'est ainsi dotée d'un écosystème complet, main-d'œuvre qualifiée et polyglotte, allant du financement du négoce au transport maritime, en passant par les cabinets d'avocats ou de fiscalistes et les sociétés d'inspection. Une chaîne de compétences qui permet de réduire les coûts des transactions tout en facilitant les montages complexes. Surtout basé à Genève, le secteur a aussi investi l'arc lémanique, mais également le petit canton de Zoug, dans le centre du pays, réputé pour sa fiscalité avantageuse, et celui du Tessin.

Les sociétés de trading ont donc choisi le pays pour un cocktail d'avantages fiscaux, de stabilité politique, et un cadre réglementaire relativement souple. *« Au contraire, il est extrêmement rigide, comparé à d'autres centres du négoce tels que Dubaï et Singapour, riposte Florence Schurch, de SuisseNégoce. Personne ne conteste qu'il y a eu des affaires de corruption, mais elles ont eu lieu il y a plus d'une dizaine d'années. Il n'y avait alors pas de cadre juridique sur la corruption, et depuis lors le métier a changé. Quant à réguler davantage le secteur, nous sommes*

déjà soumis à toutes sortes de régulations, de normes et de sanctions de tous les pays dans lesquels nous achetons les matières premières, ainsi que dans tous ceux dans lesquels nous les vendons, qu'elles soient suisses, européennes, américaines ou internationales. »

Accroître la transparence

De fait, depuis 2022, le code des obligations suisse impose à certaines entreprises – notamment actives dans les matières premières – des obligations de rapport sur les questions environnementales, sociales, de droits humains et de lutte contre la corruption, qui portent entre autres sur les paiements effectués à des organismes publics et le travail des enfants. Une initiative parlementaire vise par ailleurs à créer des devoirs de diligence et de déclaration, ainsi qu'une autorité de surveillance des marchés chargée de faire respecter ces obligations et d'accroître la transparence.

Pour les maisons de négoce, ce type de projet est typique du « *Swiss finish* », cette couche de réglementation nationale allant plus loin que les standards internationaux, et donc susceptible de les désavantager face à des concurrents installés dans des juridictions encore moins regardantes. Elles se souviennent que, après les sanctions prises par la Suisse contre la Russie au printemps 2022, les traders du pétrole russe, à commencer par Rosneft Trading et Litasco, avaient déménagé à Dubaï, d'où ils sont réputés gérer le trafic de la fameuse flotte fantôme du Kremlin. Au tournant des années 2010, Genève gérait jusqu'à 80 % des exportations de brut russe.

Paradoxe helvétique, alors que la gauche souhaiterait un durcissement législatif national sur ces activités fort rémunératrices, les rentrées fiscales qui en résultent ne dérangent personne au niveau local. Le petit bourg cossu de Rolle, sur la rive du Léman, à trente minutes de Genève, recense ainsi toujours plus d'expatriés, souvent anglo-saxons, peu discrets. Comme les conducteurs de ces deux Lamborghini Revuelto à 668 000 euros l'unité, qui remontent la rue centrale en faisant vrombir leur moteur V12 de 1 015 chevaux. Commentaire mi-amusé, mi-navré d'un élu communal : « *On ne peut pas dire qu'on adore ces individus, mais, même sous-imposés, ce sont leurs impôts qui paieront la nouvelle crèche. »*